



Nancy, le 20 Juin 2019

Comité Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail de Meurthe et Moselle

Monsieur le Président,

C'est aujourd'hui, la première instance qui se réunit après vos annonces sur la géographie revisitée que Solidaires Finances appelle plutôt la « géographie atrophiée».

Après des mois d'Omerta, au plan national comme local, le gouvernement a opportunément autorisé la divulgation de votre funeste projet à quelques semaines des vacances scolaires d'été.

Les excuses des gilets jaunes, du grand débat ou de la campagne des Européennes ne peuvent valablement pas justifier ce calendrier d'autant que le ministre ne nous donne que 4 mois pour débattre. Nous posons la question, ces reports successifs correspondant aux délais allongés de la campagne impôts sur le revenus ne sont-ils pas dictés par la peur d'une manifestation de mécontentement durant cette même campagne. Encore une fois, les agents ont rempli leurs missions avec succès dans les pires conditions, comme pour la mise en place du prélèvement à la source, avec pour tout remerciement suppressions de postes couplés à perte de garanties et sacrifice de missions et d'implantations.

Ce n'est qu'un simulacre de dialogue social et Solidaires Finances le dénonce fortement.

Les conditions de travail ne risquent certainement pas de s'améliorer : « Sous couvert d'une extension des accueils de proximité ou de conseillers collectivités locales, un vrai service low cost, est proposé à la population et aux élus locaux, avec des conséquences sociales d'ampleur pour les agents. »

Les agents de la DGFIP ont fait la démonstration de leur capacité d'adaptation au cours de ces dernières années à apporter un service public de qualité et à faire face aux réformes de grande ampleur. C'est d'ailleurs principalement grâce à l'investissement, au sens du service public et à la conscience professionnelle de nos collègues, que la DGFIP peut encore se targuer d'être une administration de

référence. C'est la raison pour laquelle il faut la consolider et la renforcer et non l'affaiblir comme cela est le cas depuis de trop nombreuses années, et comme c'est le cas avec la réforme sur la géographie revisitée qui nous est proposée aujourd'hui. Le gouvernement veut faire l'inverse : qu'il ne se plaigne pas des oppositions que son projet suscite. Nous saurons lui rappeler, s'il démantèle ainsi la DGFIP, sa responsabilité.

Cet affaiblissement est, à juste titre, de plus en plus mal vécu par nos collègues. Il s'exprime par la multiplication des signaux d'alerte mise en lumière dans les résultats du baromètre social ministériel de 2018 : ainsi tous grades et tous services confondus, 61 % des répondants issus de la DGFIP indiquent une démotivation au travail, 68 % ne se sentent pas reconnus et 72 % sont insatisfaits de leurs conditions d'avancement et de promotions, sur une échelle de 1 sur 10 la quantité du stress au travail est évalué à 6,8...

Ce niveau de malaise préoccupant, ne cesse de s'accroître au fil des ans. Ses causes sont connues : absence de reconnaissance, baisse des moyens, perte de sens, restructurations successives et inquiétudes devant les évolutions à venir.

Les cellules d'écoute psychologique mis en place ces derniers mois ont recensé 468 appels en 6 mois concernant 367 agents.

La schizophrénie nous guette : d'un côté l'administration engage des plans de lutte contre les RPS et de l'autre elle crée et alimente elle-même les RPS par sa volonté de démantèlement du service public et de destruction du statut et des garanties des agents, le tout soigneusement distillé et révélé au dernier moment, laissant les agents démunis et au pied du mur.

Le malaise ne pourra aller que grandissant et vous aurez monsieur le président, vous et votre équipe de direction, à répondre de la santé de vos agents. A l'heure où se tient le procès France Télécom, et où dans la Douane, après 6 ans de procédures, la famille d'un douanier expérimenté a obtenu la reconnaissance de son suicide en accident de travail, les positions de principe de l'équipe de commandement du département seront jugées à l'aune des événements à venir.

Nous veillerons personnellement monsieur le président à dénoncer vos positions et décisions ainsi que de celles de votre équipe de commandement.